

## 224864-2026 - Mise en concurrence

France – Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui – Études et développements de logiciels d'ingénierie avec maintien en condition opérationnelle (MCO) et prestations associés y compris à partir de logiciel libre au profit de la DGA (Outils IS&L 2).

OJ S 64/2026 01/04/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire  
Services

### 1. Acheteur

---

#### 1.1. Acheteur

Nom officiel: Direction Générale de l'Armement / DOMN / Service des achats de l'Armement

Adresse électronique: [dga-s2a-achats-bruz.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:dga-s2a-achats-bruz.contact.fct@intradef.gouv.fr)

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Défense

### 2. Procédure

---

#### 2.1. Procédure

Titre: Études et développements de logiciels d'ingénierie avec maintien en condition opérationnelle (MCO) et prestations associés y compris à partir de logiciel libre au profit de la DGA (Outils IS&L 2).

Description: L'accord cadre a pour objet le développement au sens large de logiciels ou parties logicielles contribuant à la réalisation et à l'évolution des outils logiciels d'ingénierie système et logicielle, évoqués supra. Les prestations prévoient une maîtrise d'œuvre complète depuis la conception jusqu'au maintien en condition opérationnelle, intégrant également des prestations de contribution à une communauté open-source le cas échéant. Ceci doit permettre à l'Administration de disposer des logiciels d'ingénierie système et logicielle pouvant être déployés à l'usage des utilisateurs du MinArm. Le présent accord cadre, sur sa durée de validité de 7 ans, prévoit d'acquérir, par bons de commande les prestations suivantes:

Management, intervention technique, études, maintien en condition opérationnelle, capitalisation, collaboration avec une communauté open source, développement logiciel. Il est précisé que la date et l'heure limite pour la remise des plis est 11/05/2026 à 15H00 (heure de Paris). Celles inscrites à la rubrique 5.1.12 sont au format UTC. Il s'agit d'un marché de défense ou de sécurité. Le montant estimé inscrit à la rubrique 2.1.3 correspond à une estimation globale, sans engagement de la part de l'Etat. En complément de la rubrique 5.1.15 : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono attributaire. Le montant maximum indiqué en rubriques 2 et 5 ci-après est en hors-tax. La durée de validité de l'accord est de quatre (4) ans à compter de sa date de notification. L'accord cadre est ensuite renouvelable une (1) fois trois (3) ans par tacite reconduction. Les candidats doivent préciser s'ils se présentent seuls ou en groupement. Il est interdit aux candidats de présenter pour l'accord cadre, plusieurs offres en agissant à la fois : 1. en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements; 2. en qualité de membres de plusieurs groupements. La composition des groupements peut être modifiée, et il est possible d'en constituer de nouveaux entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales si tous les membres du nouveau groupement, présenté au stade des offres, ont été autorisés au stade des candidatures à présenter une offre ou à y participer, au moins en tant que sous-

contractant accepté dans la phase candidature. Le groupement nouvellement constitué doit respecter les exigences relatives aux capacités des candidats. De plus, les dispositions des articles R2142-23 et R2342-14 du CCP s'appliquent. Les documents contenus dans le dossier de candidature nécessitant une signature devront être signés par une personne habilitée à engager la société (avec indication du nom, prénom, de la qualité du signataire, et avec apposition du cachet de la société). Si le signataire des documents n'apparaît pas dans les informations publiques via le numéro SIREN ou du document équivalent pour les candidats établis à l'étranger, tout document attestant de la capacité du signataire à engager la société doit être fourni. En ce qui concerne les fichiers électroniques, un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Tous les membres du groupement devront opter pour le même format de signature (manuscrite ou électronique) sans possibilité de mixer les deux types de signatures. La fourniture de tous les éléments/documents listés en rubriques 2.1.6, 5.1.9, 5.1.12 est primordiale, sous peine de rejet de la candidature de l'opérateur économique. Les documents remis à l'appui des candidatures dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en français. Seule la version française fait foi. Conformément à l'article R 2342-7 du code de la commande publique, la présente procédure n'est pas ouverte aux opérateurs économiques des pays tiers à l'union européenne ou à l'espace économique européen.

Identifiant de la procédure: 41d65cd3-51a6-4725-8a96-77d4db5ccdd2

Identifiant interne: 2026BZ0221

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

Principales caractéristiques de la procédure et informations sur l'endroit où obtenir les règles complètes applicables à la procédure: Un candidat qui fait une fausse déclaration pourra être sanctionné au titre de l'article 441-1 du code pénal pour faux et usage de faux. Les documents prouvant l'absence d'interdiction de soumissionner conformes à l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique (annexe 4 du CCP), ne sont pas exigés au stade des candidatures mais seront réclamés à l'attributaire pressenti. Si leur transmission est effectuée par voie électronique au moment de la phase candidature, le candidat a la possibilité de les mettre sur son compte entreprise PLACE (coffre-fort électronique). Dans ce cas, les documents ainsi déposés pourront être utilisés au stade de l'attribution ou au titre d'autres consultations, en fonction de leur date de validité. Pour information, le candidat pourra, de manière temporelle, accéder à la liste des documents de son entreprise et ainsi mettre à jour ces documents.

### **2.1.1. Objet**

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 72000000 Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui

### **2.1.2. Lieu d'exécution**

Adresse postale: Direction Générale de l'Armement - Maîtrise de l'Information La Roche Marguerite route de Laillé

Ville: BRUZ

Code postal: 35170

Subdivision pays (NUTS): Ile-et-Vilaine (FRH03)

Pays: France

### **2.1.3. Valeur**

#### 2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: Protection des données à caractère personnel : Les données sont traitées pour les finalités suivantes: la gestion des procédures d'achat en passation et la gestion des procédures d'achat en exécution. Ces données sont accessibles aux personnes du service des achats d'armement (S2A) en charge de la gestion contractuelle dans le strict respect de leurs attributions. Les données sont conservées 5 ans à compter de la date de signature du marché pour le traitement "gestion des procédures d'achat en passation" et 5 ans à compter de la fin d'exécution du marché pour le traitement "gestion des procédures d'achat en exécution". Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. Le destinataire de la présente mention d'information la communique aux personnes concernées. Conformément au Règlement Général sur la protection des Données (RGPD) en vigueur depuis le 25 mai 2018, les personnes concernées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification sur leurs données ou encore de limitation du traitement. Lesdites personnes peuvent, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer leurs droits en contactant le correspondant RGPD de la DGA à l'adresse suivante : [dga.rgpd.fct@intradef.gouv.fr](mailto:dga.rgpd.fct@intradef.gouv.fr). La durée du projet de marché indiquée à la rubrique 5.1.3 est donnée à titre purement indicatif. Le présent avis de marché ne concerne que la phase candidature. La transmission des candidatures et des offres se fera obligatoirement par voie électronique. Le DCE sera accessible sur PLACE ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) pour les candidats qui seront admis à déposer une offre. La référence de la présente consultation sur PLACE est "2026BZ0221". Les plis ne doivent pas être déposés sur l'adresse fonctionnelle mise en rubrique 8.1. Ils doivent être transmis sur PLACE ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) en suivant les instructions du document "Modalités de transmission des plis" disponible sur <https://armement.defense.gouv.fr/achatsdarmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/modalites-de-transmission-des-plis>. En cas de difficultés pour accéder à ce fichier, les renseignements pourront être obtenus à l'adresse figurant en rubrique 8.1. Il est rappelé que chaque candidat est responsable du moyen d'acheminement de son pli. Aucun pli déposé après la date et l'heure limites mentionnées en rubrique 5.1.12 ne sera pris en considération. Une copie de sauvegarde pourra être envoyée, à l'adresse indiquée figurant en rubrique 8.1.

#### Base juridique:

Directive 2009/81/CE

#### 2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Manquement à des obligations liées à des motifs d'exclusion purement nationaux: Les renseignements demandés dans les formulaires DC1 et DC2, complétés dans leur dernière version et accessibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> sont à fournir par chaque candidat ou membre d'un groupement.

---

Une déclaration sur l'honneur doit être fournie précisant que le candidat/chaque membre du groupement est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés, signée d'une personne habilitée à engager la société (pour chaque candidat ou membre d'un groupement).

## 5. Lot

### **5.1. Lot: LOT-0001**

Titre: Études et développements de logiciels d'ingénierie avec maintien en condition opérationnelle (MCO) et prestations associés y compris à partir de logiciel libre au profit de la DGA (Outils IS&L2).

Description: Cf.rubrique 2.1 "Procédure-Description" ci-avant.

Identifiant interne: 2026BZ0221

#### **5.1.1. Objet**

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 72000000 Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui

#### **5.1.2. Lieu d'exécution**

Adresse postale: Direction Générale de l'Armement - Maîtrise de l'Information - La Roche Marguerite BP7

Ville: RENNES CEDEX

Code postal: 35998

Subdivision pays (NUTS): Ile-et-Vilaine (FRH03)

Pays: France

#### **5.1.3. Durée estimée**

Durée: 7 Ans

#### **5.1.4. Reconduction**

Nombre maximum de reconductions: 0

#### **5.1.5. Valeur**

Valeur maximale de l'accord-cadre: 2 500 000,00 EUR

#### **5.1.6. Informations générales**

##### **Participation réservée:**

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

#### **5.1.9. Critères de sélection**

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Inscription à un registre du commerce

Description du critère de sélection: Pour les candidats français, le numéro unique d'identification (SIREN) de la société candidate doit être fourni. Pour les candidats non français, tout renseignement justifiant de la nationalité et de l'aptitude professionnelle du candidat.

Lorsque l'immatriculation de la société à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants : a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ; b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel; c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement de la société ne délivrent pas un tel document ou lorsque ce dernier n'est pas complet, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par

une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement de la société. Les documents remis dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en français. En cas de contradiction entre les deux documents, la version française fait seule foi.

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Le candidat devra apporter la preuve qu'il dispose, au sein de l'union européenne, de la capacité suivante : C1 : Maitrise des études et développements logiciels d'applications WEB dans un environnement open source communautaire ou non Cela comprend les connaissances et savoir-faire en programmation logicielle de langages type html, xml, jsp, php, en systèmes de production de données type base de données, serveurs d'annuaire, systèmes d'exploitation, en ergonomie des systèmes d'informations et savoir-faire en contribution open-source et animation de communauté open-source.

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Le candidat devra apporter la preuve qu'il dispose, au sein de l'union européenne, de la capacité suivante : C2 : Maitrise du processus d'intégration continue / développement continu (CI/CD) pour réaliser, livrer et maintenir les développements logiciels d'applications WEB précités tests de qualimétrie, tests d'analyse de couverture de code, tests d'intégration fonctionnel nominal et aux limites ; gestion de configuration (dont git), gestion des tests, gestion des anomalies.

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Le candidat devra apporter la preuve qu'il dispose, au sein de l'union européenne, de la capacité suivante : C3 : Connaissance et savoir-faire pour du maintien en condition opérationnelle (maintenance logicielle) et de l'évolution logicielle.

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Le candidat devra apporter la preuve qu'il dispose, au sein de l'union européenne, de la capacité suivante : C4 : Connaissances des outils logiciels TestLink et Mantis.

---

À ce titre, le candidat peut fournir: une présentation de la société en lien avec l'objet du marché; une présentation des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des 5 dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire en lien avec l'objet du marché.

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Dispositions générales relatives aux groupements pour les capacités ci-dessus : En cas de groupement, chaque membre du groupement apportera les documents attendus et/ou les preuves des compétences attendues qu'il possède en lien avec les capacités détenues. Le candidat fournira pour chacun des sous-traitants les documents attendus et/ou les preuves des compétences attendues qu'il possède en lien avec les capacités détenues. Le candidat (ou le groupement) n'ayant pas démontré par tout moyen leur (s) capacité(s) ou compétence(s) dans chacun des domaines précités, sera éliminé.

---

Dispositions générales relatives aux sous-traitants pour les capacités ci-dessus: Un sous-traitant est l'opérateur économique avec lequel le titulaire du marché conclut, aux fins de la réalisation d'une partie de celui-ci, un contrat de sous-traitance dit "sous-traité", au sens de l'

article L2193-2 du code de la commande publique. Le(s) sous-traitant(s) doi(ven)t être soumis à l'acceptation de l'acheteur. À ce titre, chaque candidat doit fournir pour chacun d'entre eux leur nom ; la nature des prestations qui seront sous-traitées ; une déclaration sur l'honneur qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions définis aux articles L2341-1 à L2341-3 du code la commande publique signée d'une personne habilitée à engager la société sous-traitante ou le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4) accessible sur <https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/sous-traitance>, complété des éléments précités demandés. En cas d'utilisation du DC4, il doit être signé par le candidat et son(ses) sous-traitant(s). En cas de non utilisation du DC4, le(s) document(s) fourni(s) doi(ven)t être signés par le(les) sous-traitant(s). Seront rejetés par l'acheteur ceux qui entrent dans un des cas d'exclusions précités ou au motif qu'ils ne présentent pas les garanties suffisantes telles que celles exigées des candidats [notamment en termes de capacités techniques, financières définies dans le présent avis].

---

Si pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver ses capacités techniques ou professionnelles par tout autre moyen jugé approprié par l'acheteur.

---

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques (sous-traitants ou (le cas échéant) sous-contractants ne présentant pas le caractère de sous-traitant) pour justifier de ses capacités techniques, il doit préciser la nature des prestations qui leurs seront confiées et fournir les preuves de leurs capacités en la matière. De plus il doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié et doit être signée du cotraitant/sous-traitant.

#### **5.1.10. Critères d'attribution**

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères: Les critères de sélection des offres seront énoncés dans le règlement de la consultation.

#### **5.1.11. Documents de marché**

##### **Canal de communication ad hoc:**

Nom: Plateforme des achats de l'Etat

URL: [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

#### **5.1.12. Conditions du marché public**

##### **Conditions de la procédure:**

Une habilitation de sécurité est requise

Description: Les prestations dues au titre du présent projet d'accord-cadre sont susceptibles de nécessiter l'accès à une ou plusieurs catégories d'emprise suivantes : une zone protégée, un point d'importance vitale (PIV), une zone nucléaire d'accès réglementé, une zone réservée, un terrain militaire clos ou une zone à régime restrictif. Les dispositions du code de la défense, de l'Instruction générale interministérielle 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (dit "IGI" dans la suite du texte), de l'Instruction ministérielle 900 relative à la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles (dit "IM" dans la suite du texte), du code pénal et des réglementations spécifiques ainsi que celles du plan de prévention de chaque emprise concernée seront applicables en fonction de la catégorie d'emprise concernée. Ainsi, il pourra être procédé à une enquête administrative pour le renseignement et la sûreté à l'égard des personnes physiques extérieures au ministère des Armées qui seraient amenées à intervenir sur une de ses emprises. Cette enquête administrative préalable à l'accès aux zones sensibles fera l'objet d'un encadrement strictement prévu pour chaque emprise. Elle permet d'autoriser ou, le cas échéant, de refuser l'

accès au site du ministère. Les opérateurs concernés devront prendre contact, dans un délai suffisant, auprès du responsable du site. Le projet de marché est sensible, conformément aux dispositions de l'IGI et de l'IM précitées. En raison du caractère sensible du marché, les personnels (notamment du titulaire, d'un sous-traitant ou tout autre opérateur économique) devant exécuter le marché sur site du ministère des Armées, feront l'objet d'une enquête administrative pour le renseignement et la sûreté sur la base d'informations préalablement transmises à l'administration.

**Conditions de soumission:**

Indication obligatoire de la sous-traitance: La part du marché que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 11/05/2026 15:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

**Conditions du marché:**

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: La forme du groupement n'est pas imposée.

Toutefois si le candidat se présente sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Facturation électronique: Requise

Arrangement financier: Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres au ministère des Armées. Le régime des paiements (versements d'avance, acomptes, soldes, ...) est conforme aux dispositions des articles L2391-1 à L2392-10, R2391-1 à R2391-7, R2391-12 à R2391-28, R2393-24 à R2393-40 du code de la commande publique. Le type et la forme de prix des prestations seront précisés dans le cahier des charges. Le délai de paiement est de 30 jours maximum et mis en œuvre conformément aux articles L2392-10, R2392-10 à R2392-12 et D2392-11 du code de la commande publique. Le mode de règlement est le virement. Le comptable assignataire chargé des paiements est : L'agent comptable des services industriels de l'armement (ACSIA) Le Vendôme III -11, rue du Rempart -93 196 Noisy-Le Grand CEDEX Les factures seront envoyées exclusivement sous forme dématérialisée.

**Sous-traitance:**

Le contractant doit indiquer tout changement de sous-traitant(s) au cours de l'exécution du marché.

**5.1.15. Techniques**

**Accord-cadre:**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 0

**5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours**

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Le Tribunal administratif chargé des recours est: Tribunal administratif de Rennes (France) - Adresse postale: Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte - CS44416 - 35044 - RENNES Cedex - FRANCE - Téléphone +33 223212828 - E-mail [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr) - Adresse internet URL <http://rennes.tribunal-administratif.fr>. L'organisation chargée d'informer des recours est le greffe du tribunal

précité. Les recours juridictionnels suivants peuvent être exercés contre cette procédure de passation et le contrat en cause: un référé précontractuel (art.L.551-1et s. du code de justice administrative) depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat; un référé contractuel (art.L.551-13 et s. du code de justice administrative) dans un délai de trente-et-un jours en cas de publication d'un avis d'attribution du contrat au journal officiel de l'Union européenne ou dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, en l'absence de la publication d'un avis d'attribution ou de la notification de la conclusion du contrat; un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, Ass., 4avr.2014, Département de Tarn-et-Garonne, n°358994).

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Direction Générale de l'Armement / DOMN / Service des achats de l'Armement

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: Direction Générale de l'Armement / DOMN / Service des achats de l'Armement

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Direction Générale de l'Armement / DOMN / Service des achats de l'Armement

Organisation qui traite les offres: Direction Générale de l'Armement / DOMN / Service des achats de l'Armement

## 8. Organisations

---

### 8.1. ORG-0001

Nom officiel: Direction Générale de l'Armement / DOMN / Service des achats de l'Armement  
Département: DA BRUZ

Adresse postale: Direction Générale de l'Armement - Maîtrise de l'Information La Roche Marguerite BP 7

Ville: RENNES CEDEX

Code postal: 35998

Subdivision pays (NUTS): Ile-et-Vilaine (FRH03)

Pays: France

Point de contact: Ne pas déposer les plis et les questions sur l'adresse électronique ci-après. Voir la rubrique "Informations complémentaires" (rubrique 2.1) pour les modalités de transmissions des plis.

Adresse électronique: [dga-s2a-achats-bruz.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:dga-s2a-achats-bruz.contact.fct@intradef.gouv.fr)

Téléphone: 0000000000

Adresse internet: <https://armement.defense.gouv.fr/>

Adresse URL pour l'échange d'informations: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

#### **Rôles de cette organisation:**

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

### 8.1. ORG-0000

Nom officiel: Publications Office of the European Union

Numéro d'enregistrement: PUBL

Ville: Luxembourg

Code postal: 2417  
Subdivision pays (NUTS): Luxembourg (LU000)  
Pays: Luxembourg  
Adresse électronique: [ted@publications.europa.eu](mailto:ted@publications.europa.eu)  
Téléphone: +352 29291  
Adresse internet: <https://op.europa.eu>  
**Rôles de cette organisation:**  
TED eSender

## Informations relatives à l'avis

---

Identifiant/version de l'avis: 44c596f7-0be8-46bc-9e8d-d14bacc55721 - 01  
Type de formulaire: Mise en concurrence  
Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire  
Sous-type d'avis: 18  
Date d'envoi de l'avis: 30/03/2026 13:12:12 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT  
Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français  
Numéro de publication de l'avis: 224864-2026  
Numéro de publication au JO S: 64/2026  
Date de publication: 01/04/2026